Alpha Condé ou la girouette opportuniste par excellence [Par Ibrahima SANOH]

écrit par GuineePolitique© | 8 juin 2020

Point de vue

Certains hommes sont des caméléons, ils prennent toutes les couleurs ; d'autres sont des reptiles qui se tortillent en mille façons. Ils font des gambades, arrivent où le soleil lut, profitent de la dépouille de ceux que l'orage a culbutés. Quand ils sont bien, ils veulent encore plus. Ils sont malades et souffrent de cette vulgaire maladie : l'avidité. Ils veulent plus, mieux, ce qu'ils ne sauraient trouver dans leurs certitudes, opinions actuelles ; ainsi, ils se meuvent, ils bougent, ils culbutent afin de posséder plus et encore.

S'ils ont été ministres une fois, ils veulent encore venir à la soupe. Oui, être un ministre, ça paie. S'ils ont fait deux mandats légaux, ils veulent un troisième illégal et illégitime ; ils le veulent qu'ils soient prompts à l'exercer ou non, ils le veulent pour eux car sont malades : ils ne se contentent pas, ils sont incapables de réfréner leur appétit du pouvoir. Ce sont elles les girouettes opportunistes ; elles changent de verbe ; ce qui était vrai hier ne l'est plus

aujourd'hui pour elles, ce qu'elles ont défendu aux autres ne doit pas leur être opposé, elles sont différentes. Voilà les déraisonnables ! Elles se disent : « Le peuple décidera, lui seul dira ». Elles ne se laissent pas emporter par les soubresauts de l'opinion mais manipulent l'opinion en lui imposant un lexique, le leur, et des intentions. Elles ont des valets qui parlent en leur nom, font campagne pour elles ; l'une d'elles, la grande girouette du pays a dit : « J'écoute le peuple ». Si le peuple décide de tout en tout temps et tout lien, on ne vit plus sous un régime démocratique. Elle reconnaît que son régime est le contraire de la démocratie.

La grande girouette s'est acheté aussi des perroquets et des lévriers d'attache qui ne vivent que de guerre. Aux premiers, le deus ex machina dit : « Soyez prêts pour la confrontation d'idées, n'ayez peur de rien, il vous sera donné des arguments ». Aux seconds, le factotum dit : « Quand vous dansez avec un aveugle, fasse qu'il sente qu'il n'est pas seul ». Elle entretient des jeunes qui ont une seule mission : invectivez contre les parents de son principal opposant. Elle leur donne des coupe-files quand ils veulent accéder à son palais et mieux assure leur sécurité. Cette grande girouette, parrain des courtisans qu'elle débauche des rangs de l'opposition pour son bien, c'est le Président-Professeur-Deus-Ex-Machina-Factotum Alpha Condé. Il a aussi des paons qui déplaisent par leurs chants.

Oui, le deus ex machina est une girouette, la plus grande que le pays ait jamais connu. Il est le maître des matois. Il est une girouette pour avoir dit, deux fois, qu'il respectera et fera respecté les termes de la constitution ayant fait de lui le premier président démocratiquement élu dont il s'enorgueillit d'être et avoir fait parjure. Il a été communiste, il a abjuré le communisme pour le socialisme qu'il a abjuré au profit de libéralisme sans humanisme qu'il a tardivement embrassé. Au malade Guinée, il administre de

piètres et incommodes remèdes. Pendant longtemps, il s'est battu pour qu'il accède au pouvoir et y finisse le reste de ses jours. Investi de la confiance du peuple, pour qui il s'est battu, disait-il, il oublie l'honneur qu'est d'être un président à un âge tardif.

Il a été communiste, il a abjuré le communisme pour le socialisme qu'il a abjuré au profit de libéralisme sans humanisme qu'il a tardivement embrassé.

Il avait dénoncé sans cesse les goûts forcenés du pouvoir de ses antécesseurs ; au pouvoir, il marche sur leurs traces et songe désormais à rebâtir la dictature à base professionnelle sur fond d'usurpation du pouvoir avec les matériaux constitutionnels. Il entretient un humiliant contraste entre ses engagements d'hier et son mode d'exercice du pouvoir ; sa conduite et ses pensées. Il fusionne les contraires : les promesses nombreuses et les reniements successifs, le beau langage occasionnel et les mauvaises pratiques, l'aspiration à la dictature et les éloges de son passé d'opposant à la dictature, l'amour de la médiocrité et l'espoir du progrès, le désir de dominer et l'aspiration à la justice sociale.

Oui, l'opinion de l'homme peut changer pourvu que sa conviction ne se meuve pas ; oui, il peut faire des palinodies pourvu qu'il ne tronque pas sa conscience. Oui, il peut aimer les girouettes vénales, opportunistes, dogmatiques, cérébrales, pourvu qu'il ne fasse pas l'apologie de la corruption morale. Etait-il un homme de conviction ? Il a pourtant fait quatre décennies de combat ? Pourquoi doit-il trainer dans la fange l'homme qu'il a été ? Le temps évente les supercheries et révèle l' ; homme.

Il a subordonné la compétence à la servilité, assassiné le

travail qui est le pain de tous pour sustenter les flatteurs ; il a préféré les mines qui procure des rentes plus grandes bien qu'ayant de grandes externalités négatives plus grandes encore à l'agriculture qui nourrit ; il a tué le citoyen pour avoir célébré la servilité politique , il a attaqué la constitution qui a fait de lui celui qu'il s'enorgueillit d'être. Il a porté l'estocade contre la République qui doit élever chacun au rang de militant.

Opportuniste, il sait tirer parti du pluralisme politique et de la famine qu'il sème depuis plus de neuf ans afin de donner un semblant de légitimité à la forfaiture qu'il prépare. Sous ses mandatures, il sera dit : il ne suffisait pas de travailler pour avoir son pain que le travail introuvable ne procure jamais, il fallait être un militant et un flagorneur, aussi croire et dire que seul lui est capable.

Il a trahi, pour avoir soutenu ce qu'il a défendu aux autres : le goût forcené du pouvoir. Les résultats de cette trahison sont là et la grande partie est différée. Est-il un homme d'Etat ou un combinard professionnel ? Les résultats de sa trahison permettront de répondre à cette question.

Mandela, le vrai, a dit : « Je laisse ma place à la relève ». L'autre dit : « s'il y a référendum, il y a troisième mandat ». Il a abjuré Mandela. Il rêve de devenir Biya, Sassou ou Deby. C'est son choix ! La Guinée n'a pas besoin d'un autre dictateur après soixante années de fourvoiement national, elle est à la recherche du temps perdu. Il s'exprime par la bouche de ses courtisans qui nous disent : « Changement dans la continuité ! » Changement impossible ! Il faut le changer afin que son œuvre de démolition de l'Etat et de démantèlement des symboles de la

République prenne fin. Voilà le seul changement qui fera le salut national.

Ibrahima SANOH
Citoyen guinéen,
Président du mouvement Patriotes Pour l'Alternance et le Salut

---

Trois scénarios pour une sortie de crise en Guinée? [Par Ibrahima SANOH]

écrit par GuineePolitique© | 8 juin 2020

La Guinée est à la croisée des chemins et son avenir est plus que jamais en jeu. Le double scrutin du 22 mars 2020 a eu lieu et a rendu la réalité politique plus compliquée. L'avènement

de la crise sanitaire liée au COVID-19 qui nous affecte de diverses manières doit conduire à réfléchir dès maintenant sur l'avenir proche du pays d'autant plus qu'une échéance électorale, à l'occurrence la présidentielle, est prévue cette année. Aura-t-elle lieu ? L'opposition y prendra-t-elle part au cas où Alpha Condé serait candidat ? Alpha Condé sera-t-il candidat ? Voilà de petites questions qui n'ont pas de réponses toutes faites. Il faudra les répondre si nous ne voulons pas que notre avenir nous échappe. Ne pas prévoir demain, c'est aller les yeux bandés vers l'avenir imprédictible et souvent, droit dans l'abîme. Ne pas anticiper la survenue des évènements et faits qui feront demain, c'est vivre une vie de chien. Un pays et ses citoyens doivent se l'éviter.

Dans le présent papier, mon dessein est d'esquisser quelques scénarii pour la présidentielle de 2020 et d'amener la classe politique, les acteurs de diverses institutions qu'elles soient nationales ou étrangères à réfléchir à l'avenir du pays et créer les conditions d'un dialogue inclusif, sincère et prompt afin d'éviter à la Guinée le fourvoiement et une impasse politique imminente. Le pays est la quête du temps perdu. Ne faudra-t-il pas lui éviter les crises inutiles, procédant de nos excès de confiance et de nos cécités politiques ?

Scénario I : Report de la présidentielle de 2020.

La tenue du double scrutin du 22 mars a eu des conséquences fâcheuses et a fait des victimes collatérales. Pour assez d'observateurs, j'en fais partie, elle a aggravé la crise sanitaire alors latente et a favorisé la propagation du coronavirus. Aujourd'hui, le nombre de contaminés augmente plus que celui des guéris et celui des cas contacts évolue à un rythme alarmant. Ce qui conduit, sous certaines conditions, à douter de la capacité du pays à venir à bout de la crise sanitaire à moyenne échéance. Peut-être apprendrons-nous à vivre avec le coronavirus. Il faut rappeler

que la Guinée n’est venue à bout d’Ebola que lorsqu’un vaccin fut mis au point et mis à la disposition des pays alors frappés par le virus à fièvre hémorragique.

Dans ce contexte de crise sanitaire, il serait déraisonnable que la CENI et même le Président de la République tiennent la présidentielle à la date prévue. Les mesures adéquates pourraient être prises à cet effet, dira-t-on. Le vote sera-t-il électronique et les élections sans campagnes électorales ? Les mesures qui seront prises permettront-elles de protéger les Guinéens qui seront appelés aux urnes contre le risque de contamination au coronavirus ?

La date de la présidentielle est éloignée, diront certains. N’est-ce pas que l’organisation de la présidentielle de 2020 est tributaire de la capacité du pays à triompher du coronavirus qui éprouve la Guinée et le monde ? A l’hypothèse que le coronavirus soit circonscrit, ne faudra-t-il pas un consensus sur certaines questions à savoir : la CENI qui n’inspire pas confiance à une certaine opposition, le fichier électoral et d’autres questions subsidiaires.

Quand bien même Alpha Condé ne serait pas candidat et que la crise sanitaire due au Coronavirus serait finie, l’opposition qui n’a pas pris part au double scrutin du 22 mars 2020 acceptera-t-elle la CENI qu’elle a décriée ? Va-t-elle se renier et se dédire ?

Il est des plus probables que la présidentielle de 2020 connaisse un report ! Ce ne serait pas un mal eu égard aux réalités susmentionnées. Seulement, il faudra se mettre d’accord sur certaines questions qui divisent. Cela suppose que les différentes parties prenantes au processus électoral s’accordent sur le principe qu’elles doivent se parler et dialoguer. Mais la confiance entre ces acteurs n’est-elle pas entamée ? Alpha Condé qui a eu une grande peine à se faire féliciter après l’adoption par le pays d’une nouvelle constitution, aura-t-il le courage d’organiser la

présidentielle en étant lui-même candidat et cette année, sans que le coronavirus soit vaincu ? Cela semblerait absurde. Et, s'il venait à l'essayer, il sera de plus en plus isolé et donnera raison à tous ceux qui ont dit qu'il se donnait à travers la nouvelle constitution la possibilité de saper le principe de l'alternance en se portant candidat à un autre mandat. Lui qui a survécu à de nombreuses crises politiques, à Ebola, aux nombreuses manifestations de rue, à la honte qu'aurait engendré l'échec de son double scrutin, voudra-t-il ouvrir un autre front de combat en temps de crise sanitaire mondiale ? On le sait téméraire et entêté. Survivra-t-il à cette autre épreuve ?

S'il y a report de la présidentielle, c'est que le pays connaîtra une nouvelle transition. Combien de temps durera-t-elle ? N'est-ce pas que les transitions aiguisent les appétits et conduisent souvent aux substitutions de priorités ? Alpha Condé qui l'assurera pourra-t-il être candidat à un autre mandat ? Peut être que l'apport de la communauté internationale et aussi qu'une certaine pression étrangère favoriseront un dialogue sur les questions dont les résolutions sont reportées : fichier électoral, présidence de la CENI et sa composition, candidature d'Alpha Condé à un autre mandat, acceptation de la constitution du 22 mars 2020 par l'opposition au sein du FNDC. Peut-être aussi, Alpha Condé aura-t-il des garanties et incitations qui l'emmèneront à ne pas se porter candidat à la présidentielle.

S'il y a report de la présidentielle, c'est que le pays connaîtra une nouvelle transition. Combien de temps durera-t-elle ? N'est-ce pas que les transitions aiguisent les appétits et conduisent souvent aux substitutions de priorités ?

Tout cela ne sera pas sans conséquences. Il aura, lui qui s’est toujours plaint d’avoir été empêché, la possibilité de rattraper quelques années perdues. Mais cela lui permettra-t-il d’être performant ? Voilà un sophisme : celui de l’amortissement. Le temps écoulé ne se rattrape pas ! Le mandat d’une transition est contraignant . Aussi, il aura la possibilité de se mettre à l’abri de certains ennuis judiciaires si la communauté internationale venait à lui faire des propositions de poste au sein de certaines institutions. Mais les récriminations de l’opposition sont plus grandes et vont au-delà de sa personne. On pourrait lui éviter certains procès en raison de son rang, ce qui serait inadmissible pour d’autres présumés coupables de crimes de sang et économique. On pourrait lui accorder le pardon, mais jamais l’amnésie à ses supposés suppôts. Le RPG devra alors avoir un candidat pour lui éviter une triste fin et la justice des victorieux. Alpha Condé, Président de la transition, sera-t-il neutre ? N’aura-t-il pas une inclination pour un candidat ? N’influera-t-il pas sur la sincérité du scrutin ? On pourrait perdre d’autres années et la transition pourrait bien donner lieu à une confiscation du pouvoir. Le risque d’une instabilité politique est réel.

Scénario II : Candidature d’Alpha Condé à la présidentielle de 2020.

Ce scénario, me paraît improbable dans les conditions actuelles. Certaines raisons évoquées dans le scénario précédent sont aussi en vigueur dans le présent cas. L’hypothétique candidature d’Alpha Condé à la présidentielle de 2020 est liée à sa capacité à venir à bout du coronavirus et aussi à faire accepter par une certaine communauté internationale sa réforme constitutionnelle. Le dernier trimestre de 2020 est encore loin et assez de choses peuvent encore se passer.

Si Alpha Condé se porte candidat alors qu'il n'a pas vaincu le coronavirus , c'est qu'il aura compris qu'il ne viendra jamais à bout de cette crise sanitaire avant la découverte d'un vaccin dont l'attente serait inconcevable et aussi , qu'il n'a pas à chercher l'approbation d'une certaine communauté internationale. N'est-ce pas qu'il avait avant la réforme constitutionnelle reçu le soutien des dirigeants placés sous la même enseigne que lui et qui l'ont félicité après le double scrutin : ceux de la Russie, de la Chine, de la Turquie ? La CEDEAO, les pays occidentaux, certains pays africains ayant une tradition démocratique avérée ne lui ont envoyé aucun message de félicitations. Cherchera-t-il à leur plaire ? Reculera-t-il alors que le plus difficile est fait et qu'à présent, il a possibilité d'être candidat à un autre mandat ?

La récente plainte du FNDC contre le pouvoir guinéen à la CPI pourrait avoir des conséquences insoupçonnées que les initiateurs n'ont pas eux-mêmes soupesées. En effet, une nouvelle constitution veut dire : ne pas ouvrir la boîte de pandore. Si plusieurs dirigeants sont tentés de mourir au pouvoir, c'est qu'ils ont renoncé aux hypothétiques honneurs d'après règne pour se mettre à l'abri des ennuis judiciaires. Aussi longtemps qu'ils dirigent, ils le savent, ils jouissent d'une certaine l'immunité les protégeant contre les actions judiciaires. Si Alpha Condé n'est pas candidat alors qu'il désespère, son parti avec, de trouver un dauphin qui sera à même de remporter la présidentielle à l'issue d'un scrutin dûment constitué. S'il n'a pas l'assurance qu'il sera, après le pouvoir, exempt de poursuites judiciaires, eh bien, il sera tenter d'être candidat à un autre mandat et voudra aller aux élections même dans les conditions les plus discutables.

Si plusieurs dirigeants sont tentés de mourir au pouvoir, c'est qu'ils ont renoncé aux hypothétiques honneurs d'après règne pour se mettre à l'abri des ennuis judiciaires.

L’opposition au sein du FNDC doit entendre cela et entrevoir une lutte politique plus habile que celle des muscles dont les résultats sont très contrastés. Impénitente, elle doit avoir son travail de conscience ! Les menaces n’engendrent toujours pas les résultats escomptés. Elles peuvent produire l’effet contraire : la fossilisation des dirigeants.

Scénario III : Désistement volontaire d’Alpha Condé à être candidat à un autre mandat.

Ce scénario est trop optimiste pour être des plus probables. Les faits conduisent à croire qu’il est irréaliste. Sa survenue pourrait avoir des conséquences dont la mort subite du FNDC et la révélation des contradictions au sein de l’opposition. En effet, si Alpha Condé annonçait qu’il ne serait pas candidat à un autre mandat, cela apaiserait une certaine tension politique et favoriserait un dialogue sur certaines questions de l’heure et surtout celles électorales. Une telle annonce sera favorablement accueillie par la communauté internationale qui lui aura prêté des intentions et qui, sans nul doute œuvrera à l’aider à s’acquitter de la promesse qu’il aura tenue : celle de ne pas être candidat à une autre échéance électorale. Là, il pourrait, intelligemment se soustraire de certains ennuis judiciaires après le pouvoir et se réconcilier avec ses combats historiques. Encore, il aura évité à sa postérité d’être dédaigneuse. Saura-t-il dominé le ressentiment qu’il a vis-à-vis de cette classe politique qui lui a livré un combat implacable pendant assez d’années ? Il ne faut pas désespérer qu’il puisse encore se révéler homme d’Etat et que, même dans les moments d’incertitudes, il puisse se montrer à la hauteur de ses combats historiques.

En effet, si Alpha Condé annonçait qu’il ne serait pas

candidat à un autre mandat, cela apaiserait une certaine tension politique et favoriserait un dialogue sur certaines questions de l'heure et surtout celles électorales.

S'il venait à faire une telle annonce, l'opposition serait confrontée à deux opinions contradictoires. La première sera celle de ceux qui diront : « Allons aux élections et sans préalables. » La seconde, celle des circonspects qui diront : « Créons les conditions d'une élection inclusive et transparente dès lors que cela est possible et mettons-nous d'accord sur les questions essentielles. » Cette dernière frange ne voudra pas se dédire alors qu'elle ne porte pas une grande admiration à la CENI, ne croit pas à la fiabilité du fichier électoral. Une telle annonce permettra d'acquérir une certitude que la nouvelle constitution tant décriée est acceptable et le sera et, qu'en supposant à lui, le FNDC s'opposait à la possibilité qu'Alpha Condé soit candidat à une autre échéance électorale. ! Les déclarations cocardières et patriotardes s'estomperaient. « 2020, Un autre », voilà son slogan dénotant de peu d'ambitions

Que cette hypothèse soit validée ou non, il faut bien se poser la question qui est : au cas où Alpha Condé ne serait pas candidat, et au cas où il se donnerait les chances de tenir des élections inclusives et transparentes, n'est-ce pas qu'il faudra que la classe politique s'accorde sur certaines questions ?

En définitive, quel que soit le scénario, une chose est claire, nous vivons une grande crise qui n'est pas que sanitaire. Elle est multidimensionnelle. Elle est aussi politique. La crise sanitaire a permis d'éluder les clivages politiques et de créer une harmonie de façade, foncièrement factice, de réduire les angles de nos contradictions idéologiques et politiques, de rengainer l'expression de

certaines méchancetés. Elle a favorisé la politique de temporisation. Elle ne résoudra pas nos problèmes politiques et ne mettra pas fin à nos contradictions, même si elle a la vertu de reporter leurs résolutions. N'est-ce pas qu'il faudra alors qu'il est grand temps de poser les bases d'un dialogue national en faisant les compromis forts pour éviter au pays une crise politique majeure ? N'est-ce pas qu'il faut asseoir les bases d'un dialogue politique national sur le processus électoral ? Devons-nous reporter la présidentielle de 2020 ? Si oui, pourquoi ? A quelle échéance ? Au cas contraire, avec quelle CENI, quel fichier électoral et dans quelles conditions ? L'opposition doit s'intéresser à ce sujet et poser les conditions raisonnables pour un dialogue sincère et franc. La communauté internationale doit aider la Guinée à réussir ce pari.

Ceux qui croient naïvement – peut-être sont-ils forts d'autres choses que nous autres ignorons – que les muscles et la tactique de la surenchère régleront les problèmes servent de cautions politiques à Alpha Condé et lui font le plus grand bien qu'ils ne peuvent imaginer : ils le réconfortent dans ses positions et hâteront ses réactions par le mal de notre démocratie. Cela suffira pour sacrifier l'idéal de l'alternance qui est un triple impératif : moral, politique et constitutionnel.

Ibrahima SANOH
Citoyen guinéen
Président du Mouvement Patriotes Pour l'Alternance et le Salut.

[**NDLR**] L’auteur avait proposé le titre : ***Comment éviter le piège de la transition qui trahirait l’alternance démocratique en Guinée ?***